



LE SERVICE PUBLIC territorial  
C'EST UN bien PUBLIC

## Un découpage gouvernemental de mauvais augure

C'est donc vendredi 18 mai que la composition du nouveau gouvernement de François FILLON a été rendue publique.

Si la CGT n'a évidemment aucun commentaire à formuler sur le choix des ministres et des secrétaires d'Etat, il n'en va pas de même, en revanche, sur les orientations que dessine l'architecture gouvernementale retenue.

En effet, les regroupements et les césures opérés semblent tous relever de la même logique : réduire les missions de la Fonction publique et mettre totalement celle-ci sous le règne de la performance économique et des normes comptables.

En particulier, il en est ainsi avec le ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique. Ce dernier –outre qu'il opère une partition entre 2 grands pôles de l'ancien ministère des Finances- réduit de fait la place et les prérogatives de la Fonction publique, qui ne sera plus un ministère de plein exercice. En outre, cette fusion arbitraire consacre une vision de la

Fonction publique qui ne serait qu'un coût, plus ou moins justifié.

C'est également vrai pour le ministère de la Santé qui se voit rattacher celui de la Jeunesse et des Sports de manière complètement artificielle, alors que, dans le même temps, le financement de la sécurité sociale lui est entièrement retiré.

Tout cela semble malheureusement confirmer les analyses de notre organisation sur les options radicalement libérales –et régressives- de Nicolas SARKOZY.

La CGT n'entend nullement cautionner de nouvelles dérives qui affaibliraient la Fonction publique et la placerait dans une simple logique de rentabilité.

Bien au contraire, la CGT mettra tout en œuvre pour défendre et promouvoir des choix résolument tournés vers une Fonction publique renforcée et rénovée dans ses missions et au service de toute la population.

### DERNIERE HEURE

Prévenue le matin pour l'après-midi, une délégation de la CGT Fonction publique (UGFF, Santé, FAPT et Services publics) a été reçue hier par le nouveau Ministre en charge de la Fonction publique, Eric WOERTH.

Cette première prise de contact, à Bercy, a duré environ 1 heure.

Aux revendications portées par notre organisation en matière de salaires et de pouvoir d'achat, d'emploi public et de conditions de travail, des missions du Service Public, les retraites... , le Ministre n'a pas répondu et a fait référence au programme de Nicolas SARKOZY. C'est notamment le cas pour le non remplacement d'1 fonctionnaire sur 2 partant à la retraite ou les éventuelles augmentations salariales liées au soi-disant gain généré par les suppressions d'emplois.

La CGT a de nouveau précisé son engagement pour que les règles du dialogue social et de la négociation soient changées. En particulier, elle a réaffirmé son attachement au principe des accords majoritaires.

Notre délégation a en outre rappelé sa vive inquiétude quant à la nouvelle architecture gouvernementale et son opposition résolue à toute atteinte au droit de grève. Le Ministre n'a guère été loquace sur ces sujets.

Sans vouloir tirer des conclusions définitives, il se confirme cependant que nos désaccords avec les nouvelles autorités ministérielles risquent d'être nombreux et profonds.

**Raison de plus, dans l'unité la plus large, de favoriser l'intervention des salariés.**

Montreuil, le 22 mai 2007